

rendent au Pérou pour faire part de la condamnation de la communauté internationale.

La délégation doit dire au Président que sa ligne d'action est inacceptable et que des mesures urgentes et spécifiques doivent être prises pour rétablir la démocratie constitutionnelle. Le Canada croit que ces mesures doivent comprendre les éléments suivants :

1. Le président Fujimori doit reconnaître qu'il lui faut restaurer pleinement la démocratie dans les plus brefs délais;
2. Le processus menant à la pleine restauration de la démocratie doit inclure tous les partis politiques péruviens qui veulent un gouvernement démocratique, et des mesures précises doivent être établies et respectées;
3. Le développement d'un plan d'action clair qui sera suivi par les représentants de l'OEA pour garantir la transparence et le progrès;
4. Nous sommes heureux que les droits de la personne aient été restaurés sans tarder, mais des représentants de la Commission interaméricaine des droits de l'homme doivent surveiller la situation à cet égard en attendant que la démocratie soit pleinement rétablie.
5. Le Canada s'attend à ce que la délégation ministérielle rapporte les résultats de ses efforts à notre réunion des ministres des affaires étrangères déjà prévue pour le 17 mai.

Si le président Fujimori refuse de coopérer ou que les résultats des discussions ne sont pas satisfaisants, le Canada incitera les ministres des affaires étrangères à préparer un programme de sanctions démontrant que l'OEA est disposée à défendre la démocratie, comme il est mentionné dans la Résolution 1080.

Entre temps, le Canada réexaminera ses propres projets d'aide pour voir s'il y a lieu de prendre des mesures.

Le Canada a adhéré à l'Organisation parce qu'il voulait devenir un véritable partenaire de la nouvelle Amérique latine démocratique. Nous avons été encouragés par le fait que l'OEA a pris plusieurs mesures pour renforcer la démocratie dans certains pays membres et dans la région. Nous craignons que la tendance à la démocratisation ait été renversée - d'abord en Haïti puis au Pérou - et nous sommes préoccupés par l'agitation qui commence à se faire sentir dans un ou deux autres pays démocratiques de l'hémisphère. Je vous dis franchement que les Canadiens ne